situation. De fait, parce que la Commission devait compter sur les services et les facilités que lui accordaient ces gouvernements, elle était sévèrement handicapée même dans ses efforts pour enquêter sur des violations possibles.

J'ai déjà fait mention de la structure tripartite de la Commission qui devait représenter ce que l'on prétend être les trois principaux blocs: communiste, occidental et "neutre". Notre expérience acquise depuis 1954 nous porte à croire que ce genre de système de contrôle n'est pas très approprié au maintien de la paix à l'échelon international. Si l'on pose l'hypothèse que deux des trois membres de la *troïka* assumeront automatiquement le rôle de défenseur de leurs "côtés" respectifs, il est évident qu'un fardeau insupportable pèsera sur le troisième membre qui est condamné à jouer le rôle d'arbitre. En effet, ce troisième parti devra assumer l'entière responsabilité de toutes les décisions que prennent les organismes de maintien de la paix, et accepter, par la suite, les conséquences politiques étrangères de ces décisions en autant qu'elles s'appliquent à l'arbitre lui-même. Dans une situation comme celle qui prévaut au Vietnam où, comme je l'ai dit, le Canada a toujours cherché à agir objectivement et à appuyer les conclusions de l'un ou de l'autre côté si elles sont étayées d'enquêtes impartiales, le fardeau qui pèse sur le troisième pays est diminué dans une certaine mesure, mais non malheureusement au point où il peut agir sans que sa participation n'influe sur sa propre position nationale. Nous avons aussi rencontré des difficultés dans notre position. Je crois qu'il est généralement reconnu que le Canada a été nommé à la Commission internationale pour représenter les intérêts occidentaux. Si toutes les parties comprenaient et acceptaient cela, il serait possible, en théorie au moins, d'agir en conséquence. De fait, cela simplifierait la tâche. D'autre part, étant donné le rôle du Canada en tant que participant important aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, il nous est impossible, dans une situation telle que celle du Vietnam, de jouer le rôle d'avocat consultant d'un des partis sans aller à l'encontre de notre plus vaste objectif, à savoir: accroître les pouvoirs des Nations Unies en tant qu'organisme impartial et objectif pour le règlement des conflits internationaux.

J'ai mentionné le règlement de 1954 et les faiblesses de l'organisme de surveillance comme causes de l'insuccès au Vietnam. Il y a eu en plus, toutefois, des facteurs internationaux plus vastes qui ont contribué à la détérioration de la situation. La guerre froide entre le bloc communiste et le bloc occidental existait encore en Europe en 1954, et un an seulement après le cessez-le-feu de la guerre de Corée, une atmosphère d'hostilité recouvrait l'Asie. Dans de telles circonstances, il était probablement inévitable au Vietnam, ainsi qu'en Allemagne, en Chine et en Corée, que les deux collectivités ne deviennent les protégées des grandes puissances qui représentaient la division idéologique, politique et militaire du monde à cette époque. Les objectifs incompatibles des deux collectivités vietnamiennes sont donc devenus les objectifs de l'Union soviétique et de la Chine d'une part, et des États-Unis et d'autres pays occidentaux et asiatiques d'autre part. Le dix-septième parallèle, qui délimitait le Nord et le Sud-Vietnam en 1954, ne devait pas être une frontière permanente, pas plus que les lignes qui séparent les deux Berlins, les deux Allemagnes ou les deux Corées. Cependant, le prestige des grandes puissances étant en jeu en ce qui concerne la protection des deux États vietnamiens, l'unification du pays a été rendue impossible, et le dix-septième parallèle est devenu une ligne de séparation aussi sensible que les autres.